

Le *travailleu* *alpin*

Résister, vivre ensemble autrement

n°328 • janvier 2023
3€

LIGNE DES ALPES, RER GRENOBLOIS... **LE GRAND RETOUR DU TRAIN QUOTIDIEN**

NOTRE DOSSIER > P.10 À 13



POLITIQUE

Les militants communistes se réunissent pour préparer leur congrès national

 P. 4

EDUCATION

L'enseignement professionnel rétréci par une réforme gouvernementale

 P. 7

« L'ACTU DU TA »

La chaîne vidéo du Travailleur alpin fête son premier anniversaire.

 P. 9

UNE BONNE FLAMBÉE ... DES PRIX



Sommaire

n°328 janvier 2023

DOSSIER

Le RER grenoblois sur les rails? Dans les discours, plutôt. Après la victoire que constitue la réouverture de la ligne des Alpes, le point sur un projet d'ampleur indispensable à l'amélioration des déplacements en même temps qu'à l'efficacité d'une action contre le réchauffement climatique.

p.10 à 13

TRANSPORTS

A Grenoble, le collectif pour la gratuité des transports juge « anachroniques » les hausses de tarif décidées par le Syndicat mixte des mobilités de l'aire grenobloise.

p.5

MÉMOIRE

France-Algérie, une histoire en partage. Une série de rendez-vous proposés par sept communes de l'agglomération.

p.7

Luc Renaud



Luc Renaud



DR



À LIRE SUR TRAVAILLEUR ALPIN.FR

SOCIAL. La mobilisation des salariés de Cultura à Bourgoin-Jallieu • L'appel à la solidarité des hospitaliers

SOCIÉTÉ. ZFE grenobloise : élus et citoyens confrontent leurs points de vue à l'initiative d'une union de quartier • L'assemblée générale de l'Amicale des FTP

SOLIDARITÉS. La ville de Grenoble accueille une délégation des territoires syriens bombardés par l'armée turque

et de nombreux autres articles

Didier Gosselin



Édito

MEILLEURS VŒUX POUR 2023!

Dans ce clair-obscur qui caractérise les époques de transitions, l'ensemble des progressistes ont une lourde responsabilité, « rallumer les étoiles ». Alors que trois Français sur quatre pensent que 2023 sera pire que 2022, le défi est immense. Pourtant, notre civilisation a les moyens de ses ambitions : les milliers d'ingénieurs, ouvriers, techniciens, chercheurs... de notre pays produisent et inventent chaque jour.

Telle est bien la contradiction de notre temps : une Humanité plus développée que jamais, mais entravée par un système économique dont le pourrissement n'en finit plus, ce capitalisme qu'on ne nommera jamais assez.

Éclairer, mettre en lumière, donner à voir pour permettre de comprendre, pour prendre confiance aussi : voilà la modeste mission d'un média engagé comme le Travailleur alpin. Et on mesure l'importance de ce rôle, alors pour 2023, souhaitons au TA de rayonner toujours davantage, et organisons-nous pour faire de ce souhait une réalité! ★

JÉRÉMIE GIONO

SECRÉTAIRE DÉPARTEMENTAL
DE LA FÉDÉRATION DE L'ISÈRE DU PCF

Mensuel édité par la fédération de l'Isère du PCF, créé en 1928

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jérémie Giono • **DIRECTRICE :** Simone Torres • **RÉDACTEUR EN CHEF :** Luc Renaud • **RÉDACTION :** Max Blanchard, Marion Bottard, Pierre-Jean Crespeau, Claudine Didier, Didier Gosselin, Régine Hausermann, Sylvestre Huet, Claudine Kahane, Jean-Claude Lamarche, Gérard Lauthier, Maryvonne Mathéoud, Anastasia Moshak, Luc Renaud, Édouard Schoene, Jade Taillard, Simone Torres, Louis Zaranski • **SITE INTERNET :** travailleur-alpin.fr • **JEUX :** Clément Van Meer • **MAQUETTE & MISE EN PAGE :** www.ram-one.com, Clément Van Meer, Luc Renaud • **COMMISSION PARITAIRE :** 0905 P1 1377
ISSN 1247-6153 • **PUBLICITÉ :** Tél. 04 76 87 70 61 • **IMPRESSION :** RC Grenoble 56b 161 • **PRIX :** 3,00€ • **CONTACT :** tél. 04 76 87 70 61, télécopie 04 76 87 86 79, courriel : redaction@travailleur-alpin.fr • **PHOTO DE COUVERTURE :** Luc Renaud

@LeTravailleurAlpin

@Journal_LeTA

@lactuduta

@TravailleurAlpin

utip @actuduta



De la base au congrès national, le déroulement du débat au PCF

Le conseil national de juillet 2022 a lancé le travail collectif des communistes à tous les niveaux du parti : cellules, sections, fédérations, national. Afin de participer pleinement aux débats en cours, l'ensemble des adhérents peuvent consulter et utiliser le site participatif « congrès2023.pcf.fr » consacré à la réflexion et aux contributions de tous les communistes.

Lors de sa réunion des 3 et 4 décembre derniers, le conseil national a adopté une proposition de base commune de discussion, texte destiné à servir de matière aux discussions. Elle est à la disposition des tous les communistes. Cette proposition du conseil national peut faire l'objet de contre propositions, de textes alternatifs dont la teneur sera connue le 8 janvier.

Les 27, 28 et 29 janvier, les communistes choisiront parmi ces différentes propositions ce qui deviendra le texte débattu dans les fédérations puis lors du congrès national. Ce texte, amendé par les communistes dans les sections jusqu'au congrès national, deviendra à la clôture du congrès la résolution finale commune à tous les communistes.

Le conseil national adoptera un projet de modification des statuts lors de sa réunion des 4 et 5 février. Projet lui aussi soumis au débat.

En Isère, les sections se réuniront en conférence de section entre les 4 et 12 mars 2023. Elles débattront de la base commune adoptée au soir du 29 janvier, l'amendront et éliront leurs délégués au congrès départemental, la conférence fédérale. Le congrès départemental aura lieu les 25 et 26 mars. Là encore, amendements et choix de la délégation iséroise au congrès national.

Enfin le congrès national se déroulera à Marseille du 7 au 10 avril 2023.



DR

Lors du dernier congrès départemental, en 2016.

PCF. Un congrès pour construire ensemble

Serge **BENITO**

PARMI LES QUESTIONS AU CENTRE DES DÉBATS DU CONGRÈS DU PCF, CELLE DU TRAVAIL ET DU RASSEMBLEMENT À GAUCHE.

Le 39^e congrès du PCF aura lieu du 7 au 11 avril 2023 à Marseille. Il s'agit pour les communistes d'un moment démocratique au cours duquel les adhérents vont faire le bilan des quatre dernières années, peaufiner le projet et le programme et éliront à tous les niveaux les directions, les animateurs de la vie de leur parti.

La proposition de base commune divisée en sept chapitres aborde de nombreux sujets, notamment les questions du travail et du rassemblement. L'ambition affichée est de rassembler le monde du travail dans sa diversité pour construire une majorité populaire et une majorité politique.

La question du travail doit être

traitée dans toutes ses dimensions (salaires, contenu, durée, organisation, droits...). Diminuer le temps de travail et le rendre plus épanouissant est urgent, sans oublier l'objectif d'augmenter le temps libre et disponible pour la vie familiale, les rapports humains, la culture, le temps que l'on peut consacrer à la chose publique, du local au mondial.

Le rassemblement à gauche est un autre sujet en débat. Il est nécessaire, à partir des idées et propositions des différentes forces de gauche, pour agir en lien avec le mouvement social, résister et conquérir. Ce rassemblement, pour qu'il soit solide et efficace, ne peut pas se faire autour d'un seul parti par la dissolution ou l'effacement des organisations volontaires pour le construire.

Le débat, décisif sur le contenu d'une politique alternative et la stratégie pour dépasser le capitalisme, est ouvert. ★

Le travail, dans toutes ses dimensions



Luc Renaud

Le 21 décembre, place Victor Hugo, les militants du collectif pour la gratuité s'adressaient aux passants.

Les hausses de tarifs, c'est le monde d'avant

Luc RENAUD

LES TRANSPORTS EN COMMUN GRENOBLOIS SONT PLUS CHERS POUR LA MAJORITÉ DES USAGERS. LE COLLECTIF POUR LA GRATUITÉ DÉNONCE UNE MESURE ANACHRONIQUE.

« **L**a gratuité pour les moins de dix ans... trois jours par semaine. Franchement... » Laurent Terrier, représentant la CGT au sein du collectif pour la gratuité des transports était parmi ceux qui, ce 21 décembre, distribuaient une lettre au père Noël signée Martine, avec copie au président de la métropole et à celui du syndicat mixte des mobilités de l'aire grenobloise : « j'aimerais te commander comme cadeau pour l'année prochaine que ce soit gratuit

tout le temps et pour tout le monde ».

De fait, on n'en est pas tout à fait là. « Au moment où de plus en plus d'agglomérations optent pour la gratuité, Dunkerque ou partiellement Montpellier, les hausses de tarifs sont anachroniques », commente Laurent Terrier. D'autant plus que les jours de gratuité se multiplient : pics de pollution, samedis de Noël, la rentrée des classes... « Finalement, la gratuité, ce n'est pas si inefficace quand on veut mettre plus de gens dans les transports en commun », s'amuse Michel Szempruch, membre du collectif.

Dans les discussions avec les passants, les membres du collectif reviennent sur une réalité : contre la pollution et pour assurer le droit à se déplacer, l'investissement dans les transports en commun est impératif. Mettre davantage

d'argent public dans l'affaire. Mariano Bona s'inquiète : « nous avons le câble... et puis c'est tout. La prolongation du tram E jusqu'à l'Etoile, à Pont-de-Claix, est remise à on ne sait pas quand ; ce serait essentiel pour la jonction avec le train, là où la gare de Pont-de-Claix doit être déplacée. Il n'y a décidément rien pour le Sud de l'agglomération ».

Car, outre la gratuité, le collectif demande un programme de développement du réseau. D'autant plus dans le contexte de la mise en œuvre de la zone à faibles émissions et de ses interdictions de circuler – voir le site internet du TA et notre numéro de décembre.

Des investissements pour assurer l'interconnexion des réseaux

Le PCF, l'un des membres fondateurs du collectif pour la gratuité, a publié une déclaration à l'issue des hausses décidées par le SMMAG pour regretter des hausses qui « répercutent sur les usagers les conséquences de la crise énergétique et de l'investissement insuffisant de l'État dans le développement des infrastructures » et appeler à la mobilisation pour obtenir de l'État et de la région la mise en route effective du projet de RER grenoblois.★

Les hausses de 2023

Soyons justes, il n'y a pas que des hausses. Si vous avez moins de dix ans, vous aurez le tram gratuit les mercredis, samedis et dimanche. Plus significatif, le blocage des tarifs solidaires, qui concerne les personnes dont le coefficient familial est inférieur à 712 euros. Parce que pour tout le reste, c'est la hausse. Les jeunes : plus 5,6% pour les abonnements mensuels des 11-17 ans, plus 6% pour les 18-24 ans. Plus de 65 ans, ce sera plus 5,7%. Quant à l'abonnement mensuel « tout public », il passe de 60,30 à 63,70 euros, une hausse de 5,6%. A noter que la mise en place d'une tarification unique par zones entre le voisinnais, l'agglomération et le Grésivaudan est annoncée pour septembre 2024.



Luc Renaud

Algérie, une histoire partagée

Claudine KAHANE

TOUT AU LONG DE 2022, DES ÉVÉNEMENTS CULTURELS ONT CÉLÉBRÉ, DANS SEPT COMMUNES DE L'AGGLOMÉRATION GRENOBLOISE, LES 60 ANS DE LA FIN DE LA GUERRE D'ALGÉRIE.

La fin de la guerre et l'indépendance de l'Algérie, représentent une victoire sur le colonialisme et une avancée majeure pour tous les peuples; elles ont donné lieu à une initiative mémorielle et culturelle collective, quasi unique en France, portée par les élus et les services des communes d'Echirolles, Saint-Martin-d'Hères, Grenoble, Eybens, Gières, rejointes dans un second temps par Saint-Egrève et La Tronche, et des associations et collectifs de l'agglomération (Asali, Amal, Collectif du 17 octobre, Coup de Soleil, Algérie au Cœur et SMH Histoire).

Permettre le recueil de toutes les mémoires et de tous les traumatismes (ceux des combattants, des immigrés, des pieds noirs, des harkis...), de débattre, d'analyser et de comprendre les faits a été une motivation majeure de cette dynamique collective. Mais il s'est aussi agi de regarder vers l'avenir, d'interpeller et de solliciter les jeunes générations

L'hommage aux victimes du 17 octobre 1961



DR

La présentation de la « saison 2 » de cette série d'événements.

de toutes les origines pour construire et porter ensemble des valeurs de partage, de solidarité et d'amitié.

Le fil directeur de cette année de commémoration, des récits et des solidarités en partage, s'est ainsi concrétisé par des rencontres culturelles d'une grande variété : films-débat, spectacles vivants (musique, théâtre), conférences, expositions, rencontres littéraires... Une volonté partagée de faire connaître à tous les habitants des sept communes la totalité de la programmation construite ensemble a donné lieu à la diffusion de deux plaquettes successives présentant les événements culturels de

mars à juillet 2022, puis de septembre à décembre 2022 et ceux-ci ont connu de belles participations. Une saison 3, plus modeste se déroulera de janvier à juin 2023, à Grenoble, Echirolles, Gières et La Tronche. Cette initiative partagée a eu aussi des répercussions plus directement politiques puisque le 17 octobre 2022, les maires des sept communes impliquées ont invité leurs concitoyens à être présents lors de l'hommage qui se tient chaque année depuis près de 30 ans à Grenoble, à l'initiative du Collectif du 17 octobre, où ils étaient eux-mêmes présents ou représentés. ★



DR

L'engagement de SMH, histoire mémoire vive

Partenaire du programme des commémorations du 60^e anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie, la société d'histoire locale « SMH Histoire mémoire vive » a conduit ses propres initiatives en coopération avec le cinéma Mon Ciné. D'abord autour du film de Bertrand Tavernier, La guerre sans nom avec la participation d'anciens appelés d'Algérie locaux, le 27 mars dernier (notre photo); puis de celui de la réalisatrice martinénoise Yasmina Adi, Ici on noie les Algériens, le 4 décembre dernier. Des activités qui font suite à la publication d'un ouvrage sur les « poilus » martinérois et à la réédition actualisée du livre d'Olivier Vallade Années sombres, années d'espoir, Saint-Martin d'Hères 1939-1945.

Haro sur les lycées pro publics

Didier GOSSELIN

L'AUGMENTATION DES SEMAINES DE STAGE EN ENTREPRISE AU DÉTRIMENT DE L'ÉCOLE, EST LA GOUTTE D'EAU QUI FAIT DÉBORDER LE VASE...

Depuis les années 2000, les lycées professionnels publics (626 700 élèves, un lycéen sur trois) sont entrés dans une spirale infernale. En en faisant un partenaire du monde économique, et en la considérant comme un centre de ressources pour le tissu économique local, les gouvernements successifs ont dévoyé la formation professionnelle sous statut scolaire : label Lycée des Métiers en 2002, loi Fillon en 2004 pour rapprocher structurellement les écoles des entreprises, contre-réforme Darcos en 2008 ramenant le Bac Pro à trois ans au lieu de quatre, puis enfin TVP Blanquer (Transformation de la voie professionnelle) en 2018 qui axe l'enseignement sur l'acquisition de compétences ciblées et en vue de la seule employabilité. Avant la réforme Sarkozy-Darcos, puis Macron-Blanquer un élève de lycée pro (secteur Production) recevait 3 728 heures de formation incluant deux ans de BEP (obligatoire) et deux ans de Bac Pro,

**50%
d'augmentation du
temps
passé en
entreprise**



Didier Gosselin

Le 17 novembre, devant le lycée Gambetta de Bourgoin-Jallieu.

sur 121 semaines dont 22 en entreprise. La suppression du BEP et la modification de ce tronc de formation en un seul Bac Pro de trois ans a ramené à 2 520 les heures de formation réparties sur 84 semaines dont 22 semaines en entreprise. Moins 1 208 heures.

Dans la continuité de Sarkozy et Blanquer, Macron annonce en septembre l'objectif d'augmenter de 50% le temps passé en entreprises – de 22 à 33 semaines –, de supprimer les formations décrétées sans débouchés, de remplacer des profs par des cadres d'entreprise... De quoi amplifier les suppressions – des milliers – de postes de profs. Et une gra-

vissime baisse de la qualité de la formation professionnelle. A cela s'ajoute la réforme Macron de la taxe d'apprentissage, orientée désormais à 87% vers les organismes de formation d'apprentis, majoritairement privés, qui assèche les fonds propres des lycées professionnels publics sans réelle compensation de la part des régions. Invités à rejoindre les campus des métiers et des qualifications pilotés par les entreprises et les régions, les lycées professionnels perdent leur vocation construite tout au long du XXe siècle visant à former l'homme, le producteur, le citoyen... ★

Besoin de plus d'école

69% des entrants en lycée professionnel ont 15 ans et moins (25% en 2005), 69% des élèves de seconde sont en difficulté en maths et 40% en français, 11% décrochent sans qualification. Pour les syndicats CGT, FSU, UNSA, SNALC, SUD, CNT, qui appellent à amplifier les luttes, les élèves de la voie professionnelle ont besoin de plus d'école, d'une formation solide et équilibrée entre enseignement général et professionnel.

Économiser sur les savoirs

Pour Guillaume, élève de Bac Pro, « l'augmentation des semaines de stage en entreprise sur les heures de formation en lycée va affaiblir notre formation professionnelle et générale. L'enseignement restant sera plus dense et les profs auront encore moins de temps pour nous suivre individuellement ». Pour la FCPE l'allongement des périodes de stage vise à « faire des économies dans les dépenses d'éducation. Cela revient à couper une grande partie des savoirs fondamentaux dispensés par les enseignants. »

Coopératives en région

La région compte 691 entreprises coopératives au total (Scop et Scic) pour 10 860 salariés (dont filiales). 101 d'entre elles sont des Scic ; elles emploient 1181 salariés.

en Isère

24 SCIC pour 177 salariés (+118% en 5 ans), dont trois Scic créées pour 46 emplois en 2022.

Les Scic iséroises génèrent un chiffre d'affaires de 15 millions d'euros.

PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ, les SCIC sont dix dans les services, cinq dans le commerce, quatre dans l'éducation/santé/action sociale, deux dans l'énergie/environnement, et les trois autres dans l'industrie, l'hébergement/restauration/tourisme, et culture.

LES CRÉATIONS EN 2022 : ABEpluche, à Grenoble (transformation, commercialisation de fruits et légumes bio), La Belle électrique, à Grenoble (salle de concert et spectacle-restauration), La Clef des sables, à Saint-Lattier (production agricole).

LES PLUS ANCIENNES TOUJOURS EN ACTIVITÉ : Citiz-Alpes Autopartage, créée en 2010 et en Scic depuis 2011, 20 salarié-e-s, à Grenoble, service d'autopartage ; Enercoop Rhône-Alpes, créée en 2010 et en Scic depuis 2011, neuf salariés à Grenoble.

LES PLUS IMPORTANTES : La Belle électrique, avec 37 salariés, et L'Atelier paysan, avec 27 salariés, à Renage.

La Belle électrique en accord avec ses valeurs



Maryvonne Mathéoud

Frédéric Lapierre, directeur de la Scic La Belle électrique.

Maryvonne MATHÉOUD

LA BELLE ÉLECTRIQUE S'EST TRANSFORMÉE EN COOPÉRATIVE. POUR ASSOCIER D'AVANTAGE DE SES PARTENAIRES.

En 2020 la ville de Grenoble met fin à la délégation de service public qui était gérée depuis 2015 par l'association MixLab. Après plusieurs mois de discussion, La Belle électrique se transforme en Société coopérative d'intérêt collectif.

« Cette forme de gestion correspond mieux à nos

objectifs, commente Frédéric Lapierre, directeur de la Scic. Il développe : « *Les avantages en terme de participation des citoyens de cette nouvelle structure sont multiples. Nous travaillons avec cinq catégories d'associés : les salariés, les usagers, les institutions (pour l'instant la ville) les associations (pour l'instant MixLab) et les citoyens. Nous voulons une plus grande exemplarité de nos pratiques sur les questions environnementales, la parité, la mixité socio-culturelle, l'émancipation culturelle mais aussi la prévention et la réduction des risques liés à*

l'environnement festif... »

Avec la DSP, l'engagement était pris avec la ville pour une durée de cinq ans. Avec la Scic, il court sur dix ans, ce qui permet de penser des projets à long terme et d'investir. Tous les salariés de MixLab se retrouvent dans la Scic à l'exception d'un des co-directeurs qui est resté salarié de MixLab.

La Belle électrique emploie vingt-cinq salariés permanents, entre trente et quarante intermittents et une quinzaine d'étudiants. La programmation reste entre 80 et 100 dates.

Quatre-vingt à cent dates dans l'année

Le projet le plus important est de développer, accompagner, favoriser la création. « *Notre objectif est que la Belle électrique soit un lieu de vie de plaisir, de culture, de découverte pour tous, notre signature : "de lair, du temps".* » ★



BR

Subventions, billetterie, bar

« *La Scic la Belle électrique est une nouvelle entreprise sans fonds propres. Nous avons emprunté 400000 euros pour lancer l'entreprise. Nous devons rembourser 50000 euros par an sans compter les 12000 euros d'adhésion à la structure nationale. Avec 20% de subventions, nous assurons notre autofinancement avec la billetterie et les recettes du bar.* »

L'Actu du TA. Un an et des chiffres prometteurs

Anastasia MOSHAK

UN AN D'« ACTU DU TA » SUR YOUTUBE : DÉCRYPTAGE D'UN NOUVEAU FORMAT AUDIOVISUEL NUMÉRIQUE.

« **L'**Actu du TA », c'est le nom de la chaîne YouTube créée à la fin de l'année 2021 par le Travailleur alpin. L'ambition de cette chaîne : proposer un contenu exclusif sur l'actualité du mouvement social à travers des formats de décryptages et de découvertes proposés chaque semaine.

On y retrouve des « Revues d'actu » sur des sujets variés comme l'énergie nucléaire, la ligne Lyon-Turin, ou bien la série Plus belle la vie ; ainsi que des interviews, ou



encore des vidéos « Focus » qui proposent une analyse synthétique d'un sujet débattu localement, avec par exemple l'application de la ZFE au sein de la métropole grenobloise.

La présence du Travailleur alpin sur YouTube permet ainsi de diversifier le contenu proposé par le média et de développer davantage encore

l'accueil de la chaîne « L'Actu du TA », sa présence numérique – la chaîne YouTube, le site d'information, les réseaux sociaux – avec l'objectif de capter un public toujours plus large : la chaîne de L'Actu du TA réunit aujourd'hui presque 350 abonnés, et comptabilise environ 19 000 vues de ses vidéos.

Des chiffres prometteurs pour la suite ! 

Qui nous regarde ?

La force de l'Actu du TA, c'est aussi l'importance du public qui est touché.

Si vous pensez que l'actualité sur Internet et notamment YouTube n'intéresse qu'un public jeune, détrompez-vous ! Les 18-34 ans représentent environ 40 % des spectateurs abonnés, mais les plus de 55 ans représentent, quant à eux, près de la moitié des personnes qui visionnent nos vidéos.

Après une année de développement, l'objectif est de renforcer encore la visibilité de cette dernière, et surtout, l'engagement des internautes. Beaucoup regardent nos vidéos sans s'abonner, ou bien aperçoivent une de nos vidéos en « suggestion » sans cliquer dessus : depuis un an, ces dernières ont été diffusées auprès de spectateurs potentiels près de 120 000 fois ! Si cette visibilité est un plus, réussir à fidéliser nos spectateurs est un défi à relever pour faire grandir l'Actu du TA.

Mais pour continuer et se pérenniser, nous avons besoin de vous ! En coulisses de la chaîne, on retrouve essentiellement des bénévoles qui travaillent pour vous proposer un contenu toujours plus qualitatif. L'Actu du TA a donc lancé une page uTip, qui permet aux abonnés qui le souhaitent de nous soutenir en faisant un don du montant de leur choix, pour nous permettre de développer cette chaîne. N'hésitez pas si le concept vous plaît et que vous en avez la possibilité !

Mode d'emploi

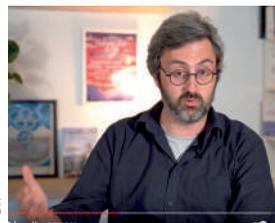
Envie de découvrir L'Actu du TA ? Pour cela, rien de plus simple : rendez-vous sur www.youtube.com, et tapez « L'Actu du TA » dans la barre de recherche. Il suffit de cliquer sur le premier résultat, et vous y êtes ! Pensez à cliquer sur le bouton « S'abonner », puis sur la cloche en haut à droite pour recevoir une alerte à chaque nouvelle vidéo.

En vue pour 2023

Anastasia MOSHAK

Et pour la suite, quels projets ? Produire davantage de formats « Focus », liés à l'actualité locale et largement plébiscité par le public, mais aussi plus d'interviews, de lives avec des personnalités du monde scientifique et technique, de partenariats comme avec l'Institut d'histoire sociale CGT...

Mais aussi gagner en quali-



Jérémie Giono, présentateur de la « Revue d'Actu ».

té graphique sur l'ensemble des contenus proposés : plus de cartes, d'infographies et d'images, pour vous proposer une analyse de l'actualité toujours plus dynamique et pertinente.



Les trains ont repris la voie du col

En gare de Lus-la-Croix-haute, le conducteur salue ceux qui viennent de descendre du train

Depuis le 11 décembre, les trains circulent à nouveau sur la ligne des Alpes, après deux ans de fermeture de la ligne dont un de chantiers. Un événement salué comme il se doit par le collectif de l'étoile ferroviaire de Veynes. Et une exigence qui demeure pour que soit poursuivie la modernisation de cette desserte ferroviaire.

Luc RENAUD

Pour un peu, c'était un non événement. 35 millions d'euros de travaux, le retour des trains, une ligne sauvée après avoir été condamnée... circulez, il n'y a rien à voir. C'est ce qui a failli se passer le 11 décembre pour le retour des trains sur la ligne Grenoble Gap. Pas une déclaration de la préfecture ou du conseil régional, principaux financeurs. Pas un battement de cil de la SNCF. De quoi accréditer une idée : des trains sur la ligne des Alpes, ce n'était peut-être pas dans leurs plans.

Car cette reprise du trafic est bien le fait de la mobilisation inlassable des usagers et des cheminots, réunis au sein du collectif de l'étoile ferroviaire de Veynes. Ce même collectif qui était là pour veiller au grain : si les festivités n'étaient pas institutionnelles ce 11 décembre, elles n'en furent pas moins de belle facture.

EN CETTE FRAÎCHE MATINÉE HIVERNALE, des rassemblements étaient organisés à Gap et Grenoble. Cheminots et usagers se retrouvaient à Grenoble en présence d'Eric Piolle, maire de la ville, de Christophe Ferrari, président de la métropole, et de Guillaume Gontard, sénateur. De représentants de la majorité régionale, point.

Une bonne centaine de participants, dont une moitié prit le train dans la foulée, à 10h23. Direction, Lus-la-Croix-haute et sa gare, à 1000 mètres d'altitude. De larges sourires, la fanfare triévoise – superbe – de la Clique, l'enthousiasme d'Anna, crieuse publique; et, au fil des gares, une ambiance de RER parisien aux heures de pointe – la joie de vivre en plus. Les cent vingt places assises des deux rames étaient occupées par quelque trois cents personnes qui descendirent à midi à Lus. Une petite heure plus tard, elles étaient rejointes par celles qui avaient pris le train à Gap et à Veynes pour monter à Lus par le sud. Et les discours heureux du maire de Lus-la-Croix-haute, Laurent Bernard, de la députée écologiste de cette circonscription drômoise, Marie Pochon, ou du sénateur et conseiller départemental, Bernard Buis, devant plus de quatre cents personnes tout à leur bonheur.

DE MARC-JÉRÔME HASSID, pour le collectif de l'étoile de Veynes, également. Tout à la joie de cette victoire. « *La ligne est sauvée pour plusieurs années* », disait-il. Mais, soulignait-il aussi, la fin de la mobilisation n'est pas pour demain : ce n'est pas parce que l'on gagne contre l'État qu'il ne reste pas de grain

à mouder. Le rassemblement d'usagers au passage du train dans des gares fermées, comme à Saint-Maurice-en-Trièves, était là pour en témoigner.

La situation se résume simplement. Le temps de trajet entre Grenoble et Gap est aujourd'hui de 2h34, pour le plus rapide. Pour ce parcours de 142 km, une moyenne de 55,32 km/h. Sur la ligne, huit gares sont desservies. Dans les années 60, on mettait 1h50 pour rallier Gap – 2h14 en 2017 – et quinze gares étaient ouvertes. « *Nous, ce qu'on aimerait, c'est un retour vers le passé* », s'amuse Marc-Jérôme Hassid. D'autant qu'en voiture, la durée du trajet est de l'ordre de deux heures. Sans compter le prix du billet Grenoble Gap : sans réduction, 23,60 euros l'aller simple.

**2h34 en 2023,
1h50 dans
les années 60**

EN CAUSE... LES TRAVAUX QUI RESTENT À FAIRE pour revenir à l'état des voies d'il y a 60 ans. Après plusieurs décennies d'entretiens faméliques, il faudra encore investir quelques dizaines de millions d'euros. L'ouverture des chantiers a été reportée, envisagée pour 2027. Reste la question traditionnelle : qui va payer ?

« *Nous avons rencontré Frédéric Aguilera, vice-président du conseil régional chargé des transports, indique Marc-Jérôme Hassid, il estime que l'investissement sur infrastructure relève de l'État et que la région peut, elle, s'occuper de l'achat des trains; tout en précisant que des arbitrages seraient rendus en fonction de la fréquentation des lignes* ». Là encore, rien que de très traditionnel : on fait rouler les trains à petite vitesse, on désorganise les correspondances – jusqu'à 7h31 pour aller en train de Briançon à Grenoble – et on constate que les usagers recherchent des alternatives au train... En oubliant au passage les discours sur l'aménagement du territoire et l'égalité d'accès au service public.

IL RESTE DU PAIN SUR LA PLANCHE de la mobilisation à laquelle appellent dès aujourd'hui le collectif de l'étoile ferroviaire de Veynes et la CGT cheminots. Assurer la pérennité de la ligne, envisager son ouverture à certains trafics de marchandises, développer une branche du RER grenoblois jusqu'à Clelles... tout cela se fera « *à frottements durs* ».

Tout comme a été acquise la première tranche de travaux d'urgence qui permet aujourd'hui aux trains de reprendre le chemin du col de Lus-la-Croix-haute pour rejoindre Veynes. Une victoire qui montre la voie. 

Trois lignes de RER

Le RER grenoblois, ce sont des trains tous les quarts d'heure en heure de pointe entre Rives et Brignoud ; toutes les demi-heures entre Clelles et Grenoble et Saint-Marcellin et Gières. Avec de gros travaux d'infrastructures : le passage à quatre voies (dont il faudra trouver la place) entre Moirans et Grenoble et à deux voies entre Grenoble et Jarrie (là, l'État devra revenir sur la limitation des circulations au droit des plateformes chimiques). Travaux également pour que les trains puissent faire demi-tour à Brignoud, Rives et Saint-Marcellin.

1200

c'est le nombre de mécanos – les conducteurs de train – dont la SNCF a supprimé l'emploi en 2017. Aujourd'hui, l'entreprise annonce vouloir embaucher... 1 200 conducteurs sans parvenir à trouver les candidats en nombre suffisant.



Luc Renaud

Le métier n'attire plus

« Fin septembre 2022, il avait déjà plus de démissions de conducteurs qu'au cours de toute l'année 2021 », constate Bernard Tournier. En cause, les salaires, mais aussi les reculs du régime de retraites, les conditions de travail. Les horaires décalés de jour comme de nuit, les repos à l'extérieur... les inconvénients de ces métiers ont de moins en moins de contreparties. Aujourd'hui, le manque de personnels est l'une des premières causes des suppressions de train.



Luc Renaud

Bernard Tournier, les des responsables du secteur Alpes des cheminots CGT.

Le RER aimerait commencer ses études

Luc RENAUD

Rien de concret, pour l'heure, chez SNCF réseau. Non plus qu'au niveau du conseil régional.

Un grand jeu de poker menteur. Et une réalité qui s'imposera un jour ou l'autre : l'amélioration de la qualité de l'air et de celle des transports quotidiens passe nécessairement par le RER grenoblois. Le train.

Personne ne dit le contraire. Ce serait même plutôt la surenchère. « À la Région, notre volonté est de lancer les travaux de la première partie qui permet d'aller jusqu'à Brignoud dès 2022 pour basculer sur ce RER grenoblois en 2023 ou 2024 », déclarait Laurent Wauquiez le 1er avril 2021 dans les colonnes du Dauphiné libéré. Lors de la réunion du conseil métropolitain du 28 février 2020, Christophe Ferrari, président de Grenoble Alpes métropole annonçait pour 2025 « une desserte au quart d'heure entre Domène et Brignoud grâce à la réouverture de la halte ferroviaire de Domène et au

déplacement de la gare du Pont-de-Claix ». En précisant tout de même que l'ensemble du dispositif verrait le jour en 2035.

Annoncé pour 2023 ou 2024

Évoquons encore le plan de déplacement urbain, adopté par le Syndicat mixte des mobilités de l'aire grenobloise (SMMAG) le 7 novembre 2019. Au titre des réalisations prévues pour 2023, ce document prévoyait par exemple « une offre au quart d'heure en heures de pointe entre Rives et Brignoud » ou encore « une offre à la demi-heure, en heures de pointe entre Grenoble et Clelles ». Ajoutons une décision prise le 28 février 2020 par le conseil métropolitain, celle de la participation de la métropole au financement d'une étude de faisabilité – 236 000 euros sur les 1,68 million de total. ➤

➤ Depuis, la covid est passée par là. Le moins que l'on puisse en dire est que le calendrier a pris du retard. Et ne parlons pas du bouclage du tour de table financier.

Pour ce qui est de Grenoble Brignoud, ce ne sera pas avant 2027. Et non pas Rives Brignoud. L'arrêt à Domène, pour 2026. Pour Clelles, après la réouverture de la ligne des Alpes, neuf trains font l'aller retour chaque jour.

Dans l'attente du contrat « mobilités actives 2035 »

Et pour tout le reste, c'est l'inconnu. Avec une grande muette, la SNCF. « C'est logique, nous avons tellement perdu en ingénierie ces dernières décennies que l'on voit mal comment la SNCF pourrait préparer ces grands chantiers, et pas seulement à Grenoble », relève Bernard Tournier, l'un des responsables CGT du secteur Alpes.

On parle tout de même de travaux d'un montant supérieur à un milliard. Là, il faudra attendre une décision du conseil régional. La partie dite « mobilités actives 2035 » du contrat de plan

Etat-région est annoncée pour le printemps prochain. C'est à ce moment là que l'on aura une idée plus précise du calendrier d'une éventuelle mise en œuvre. Et surtout des financements programmés par l'État, la région, la SNCF et les collectivités territoriales qui auront alors fait le bilan de la crise énergétique et du montant des dotations de l'État.

C'est aussi en 2023 que sera renouvelée la convention qui lie la région, autorité organisatrice du transport régional, et la SNCF. Une convention pour dix ans. « La région prépare l'ouverture à la concurrence pour 2033 », craint Bernard Tournier. Le président de la région ne manque d'ailleurs pas une occasion de dénoncer l'inefficacité de la SNCF. Mettre en service un RER grenoblois – et potentiellement ceux de Lyon et Saint-Etienne – sous l'égide d'un groupe privé au cas où la majorité régionale serait confirmée en 2026 ?

Alors il reste l'annonce du président de la République le 27 novembre sur YouTube : dix réseaux de RER en France. Une déclaration d'intention parmi d'autres ? Comme le rappelle la sagesse des nations, c'est à la fin du bal qu'on paie les musiciens. Ou au pied du mur qu'on voit le maçon. ★



Grenoble, pas le plus avancé...

Dix réseaux de RER dans dix grandes agglomérations ? Le coup de com du président de la République ne tombe pas du ciel. C'est que les projets sont publics depuis longtemps. A Grenoble, surtout dans les discours. Dans d'autres villes,

les travaux sont terminés ou en cours. Le Léman express a été mis en service le 15 décembre 2019. Quarante-cinq gares avec une ligne nouvelle souterraine entre Annemasse et Genève. Des accords ont été signés entre l'Etat, les régions, les métropoles, la SNCF et parfois les départements à Bordeaux, Lille, Strasbourg... Des mises en service en 2030 sont annoncées. Des réalisations sont achevées. Elles constituent les premières pierres des RER concernés : la voie L à Lyon Part-Dieu, une nouvelle gare à proximité de Bordeaux où la concertation se déroule sur les trois lignes traversantes du futur RER, une quatrième voie ouverte entre Strasbourg et Vendenheim, métropole où 800 trains supplémentaires par semaine ont été mis en service le 12 décembre dernier... A Lille, les études de faisabilité sont en cours. A Grenoble, on en est à souhaiter obtenir un tour de table financier et des études techniques sur la globalité du projet.

2

milliards de bénéfices à l'horizon 2030. C'est l'objectif communiqué par la direction de SNCF réseau aux représentants du personnel. Au moment où le réseau ferré a besoin de tant de milliards... d'investissements.

Moderniser les infrastructures

Augmenter le nombre des trains implique des voies nouvelles, mais également la modernisation des équipements actuels. Le système de signalisation dit european rail traffic management system permet de faire passer davantage de trains dans un même créneau horaire. De même, la possibilité de rouler sur un aiguillage à 60 km/h au lieu de 30 aujourd'hui permettrait de désengorger l'accès aux grandes gares. Des investissements nécessaires.

Le transports des marchandises, aussi

La lutte contre le réchauffement climatique passe par le report modal. Des automobilistes dans les trains, mais aussi des camions sur le rail. Accroître massivement le nombre de trains voyageurs implique des infrastructures qui permettent d'absorber ce trafic supplémentaire, mais aussi celui des marchandises. Une autre façon de reposer la question du financement des voies d'accès au tunnel international du Lyon Turin. Contrairement à l'Italie, la France n'a toujours pas pris de décision sur les tracés et le financement des travaux. Au point que l'Union européenne, prête à financer 55 % de la facture, menace de reporter ces crédits aujourd'hui disponibles à la prochaine programmation, en 2027.

Londres, décembre 1952, smog mortel

Sylvestre HUET

À l'heure du recours en urgence aux centrales à charbon pour générer de l'électricité, un retour s'impose aux leçons du smog mortel de Londres, survenu il y a 70 ans. Un article de la revue Environnement, risques et santé permet de revenir sur cet épisode déclencheur de politiques publiques visant à assainir l'air de nos villes.

Ce début de décembre 1952, les Londoniens pourraient croire à un nouvel épisode de brouillard, typique de leur climat humide de l'hiver. Désagréable, mais normal. Sauf que, depuis les brouillards caricaturés dans Astérix chez les Bretons, est survenue la Révolution industrielle. Et que la capitale britannique est celle du charbon massivement utilisé par les usines, les centrales électriques et le chauffage résidentiel. Sa combustion dégage dans l'atmosphère des tonnes de dioxyde de soufre et des particules fines. Les concentrations atteignent des niveaux mortels, avec des pointes à 1 800 microgrammes par m³ (µg/m³), et des fumées noires à 1 600 µg/m³, des niveaux aux conséquences sanitaires massives. 4 000 décès immédiats et 12 000 au total en quelques semaines (pour une population exposée de 8 millions). Au moins 80% des décès sont d'origine cardio-respiratoire, 60% à 70% concernent les personnes âgées et les enfants de moins de un an.

TOUT D'ABORD TRAITÉ de simple épisode météorologique par le pouvoir politique en place (Winston Churchill), cette hécatombe va déclencher un mouvement irrépressible en faveur de la protection de la qualité de l'air respiré par les populations. Des lois et dispositifs de surveillance seront mis en place dans les années 1960 et 1970 afin de diminuer les émissions, avec des effets de long terme, comme, pour la France, la loi du



Début décembre 1952, un épisode de pollution atmosphérique qui restera dans les annales londoniennes.

30 décembre 1996 (Laure, loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie) qui reconnaît le droit à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé.

Brûler du charbon peut s'avérer dramatique

CES LOIS ET DISPOSITIFS, en lien avec des progrès techniques et le recours à des sources d'électricité qui n'émettent ni particules ni gaz à effet de serre (nucléaire et renouvelables) vont permettre aux pays anciennement industrialisés de nettoyer l'air de leurs agglomérations. Ainsi, de 2000 à 2020 les concentrations en ville de l'oxyde de soufre en France métropolitaine diminuent encore de 80%. En revanche, d'autres pollutions ont pris le relais (ozone, particules très fines...). Au total, les épidémiologistes calculent que cette pollution atmosphérique est encore responsable d'environ 400 000 décès prématurés par an en Europe.

Toutefois, ces progrès restent à faire à l'échelle mondiale où les pays émergents et pauvres sont toujours massivement dépendants du charbon pour

l'électricité et utilisent souvent des moteurs thermiques polluants. Ainsi, des milliards d'urbains sont exposés à des niveaux de pollution en particules fines comparables, et même supérieurs, à ceux du smog mortel de Londres de décembre 1952. En Chine, Inde, Nigéria, Éthiopie, Égypte...

CES LEÇONS DOIVENT ÊTRE MÉDITÉES au moment où l'on relance les centrales à charbon en Europe. Les deux pays dont la production d'électricité est la plus émettrice, Allemagne et Pologne, se situaient respectivement 520 et 869 gr de CO₂ par kWh produit le 22 décembre à 14h contre 69 en France - voir <https://urlz.fr/kdmc>. Les émissions d'oxyde de soufre ou de particules fines ne sont pas nécessairement proportionnelles aux émissions de CO₂ en raison des dispositifs destinés à nettoyer les fumées d'usine. Toutefois, les pollutions demeurent néfastes pour la santé des populations : selon l'Agence européenne pour l'environnement, malgré les progrès des trente dernières années, 307 000 décès prématurés sont imputables aux seules particules fines dans l'UE en 2019. ★

Guillossou G. Grand smog de Londres : 70 ans de prise de conscience des enjeux de santé de la qualité de l'air. Environ Risque Sante 2022 ; 21 : 403-408. doi : 10.1684/ers.2022.1683.

Indochine, la « sale » guerre

Gérard LAUTHIER

La guerre au Vietnam fut d'abord... française. Elle suscita l'opposition, notamment à l'initiative du PCF. L'année 1950 fut celle de grèves et de manifestations.

La guerre d'Indochine va opposer les forces françaises au Viet-Minh, organisation indépendantiste et paramilitaire. Elle va se dérouler en parallèle avec l'insurrection malgache (1947-1948) et être le signe avant-coureur de la décolonisation. Le bilan de ces deux conflits est assez ahurissant : 89 000 victimes à Madagascar, 500 000 au Vietnam.

MALGRÉ CES CHIFFRES et contrairement à ce qui se passera quelques années plus tard pour l'Algérie, ces deux guerres ne suscitent pas d'emblée l'intérêt de la population. Deux raisons au moins à cela : le faible nombre de colons (35 000 environ dans chacun de ces pays contre 1 000 000 en Algérie) et l'absence du contingent qui n'a pas participé aux opérations.

Progressivement, une frange de plus en plus importante de personnes autour du PCF, des organisations qui lui sont proches (Mouvement de la Paix, Union des femmes françaises) et de la CGT va se mobiliser. C'est que les guerres coûtent cher, ce qui permet d'associer les revendications salariales (3 000 francs pour tous) à la demande de cessation des opérations.

DANS LE CONFLIT INDOCHINOIS, l'année char-

Quatre
canons
de 105
rendus
inutilisables



Archives IHS CGT

Parmi les moyens d'action contre la guerre, l'organisation de meetings.

nière est 1950, année médiane. En octobre, le Viet-Minh lance l'offensive de la route coloniale n°4 (RC 4), qui longe la frontière avec la Chine et permet les échanges entre les deux pays. C'est une terrible défaite pour l'armée française, qui perd sept mille hommes et une énorme quantité de matériel. Elle est contrainte d'évacuer cette zone tampon.

EN FRANCE, des actions plus dures contre la « sale guerre » se développent. L'Isère ne reste pas en marge. Dès le 24 janvier 1950, des mères sont sollicitées pour participer à une journée de luttes à Paris. Vingt d'entre elles prendront le train pour y aller.

Des débrayages auront lieu à Bouchayer-Viallet, aux Tôleries de Grenoble, chez Soretex, Picard et Pictet, Bellot, Billaud et les mineurs de la Mure et de la Motte d'Aveillans.

En s'appuyant sur les dockers et les cheminots, la CGT veut

empêcher les expéditions de matériel militaire. A Grenoble, une manifestation a lieu le 15 février 1950, mais les trois wagons contenant des jeeps et ambulances ont quitté la gare depuis quelques heures. Par contre, le 24 février, quatre canons de 105 sont jetés à bas de leur plate forme.

POUR CETTE ACTION, Gaston Charreton et Henri Vizios, secrétaires de l'union départementale CGT sont inculpés pour « infraction à la police des chemins de fer » avec un autre militant, Louis Chabas, ainsi que Yolande Durand, secrétaire de l'UFF. Tous les quatre bénéficieront d'un non lieu ou d'un acquittement.

Cette « sale guerre » va encore durer quatre ans et les mobilisations vont se succéder jusqu'aux accords de Genève (1954). ★

Cette rubrique « histoire » est issue des travaux de recherche de l'Institut d'histoire sociale CGT.

Bonne année sportive 2023 !

Laurent JADEAU

Nous avons terminé l'année 2022 avec cette coupe du monde de football masculin unique en son genre sur bien des points. Voilà, de façon de tout à fait subjective, ce que pourraient être les grands rendez-vous de cette nouvelle année.

Il faut d'abord constater que, depuis une dizaine d'années, la France est devenue une nation majeure, peut-être la plus régulière, dans l'ensemble des sports collectifs. Aux JO de Tokyo, six médailles dont trois en or ont récompensé les équipes tricolores, féminines comme masculines, en handball, basket, volley-ball, rugby à 7.

IL Y AURA ENCORE L'OCCASION de le démontrer cette année, avec bien entendu la coupe du monde de rugby masculin, qui se déroulera sur notre sol cette automne et où la France fera figure de favorite comme jamais. Ce sera sans aucun doute le point culminant de cette année sportive!

Mais l'année commencera en fanfare avec le championnat du monde de handball, organisé conjointement par la Pologne et la Suède. Les basketteurs auront rendez-vous eux en septembre en Indonésie, au Japon et aux Philippines pour la coupe du monde masculine. Il est à noter que la co-organisation de ces événements par plusieurs nations, parfois assez éloignées, devient chose courante.

Le renouveau de la natation française, emmenée par le nouveau prodige Léon Marchand, aura l'occasion de se confirmer lors des championnats du monde au Japon en juillet.

D'UN POINT DE VUE PLUS RÉGIONAL, il est à noter que le tournoi des six nations féminin verra de nouveau un des matchs



Le palais des sports devrait de nouveau accueillir une compétition cycliste, qui avait disparu depuis 2014.

de l'équipe de France de rugby se dérouler au stade des Alpes, qui a toujours réussi à nos tricolores. Ce sera le 23 avril contre le Pays de Galles.

Les deux sœurs grenobloises du biathlon national

Une attention toute particulière à nos équipes de biathlon. Après la saison exceptionnelle de Quentin Fillon-Maillet, c'est cette année la Savoyarde Julia Simon qui démarre en trombe, trustant les podiums. Il faut d'ailleurs noter une

excellente performance d'ensemble des biathlètes françaises. Lors de la dernière manche 2022 de la coupe du monde au Grand-Bornand, cinq tricolores se sont classées dans les huit premières de la Mass Start, dont les deux sœurs grenobloises Chloé Chevalier et Anaïs Chevalier-Bouchet. Les championnats du monde en février à Oberhof, en Allemagne sont prometteurs !

A NOTER ÉGALEMENT que le palais des sports de Grenoble devrait de nouveau accueillir une compétition de cyclisme sur piste type « 6 jours », qui avait disparu depuis 2014. Ce ne sera peut-être qu'un sursis pour la piste grenobloise dont le démontage avait été annoncé pour 2024.

Derrière cette sélection tout à fait arbitraire, se cache le vœu, pour 2023, qu'un rééquilibrage de la visibilité médiatique des différents sports se profile. En particulier, pour ce qui concerne le sport féminin. ★

La tournée du facteur à Saint-Pancrasse

Claudine KAHANE & Rémy TRANCHANT

Une balade d'hiver sans les inconvénients de la neige mais avec de belles sensations dans un aller retour au plateau des Petites Roches.

Vous connaissez sans doute la route et son tunnel qui monte à Saint-Pancrasse ou au col du Coq. Mais le « sentier du facteur », qui date de l'époque du grand service public postal, remonte la même falaise en se fauflant adroitement entre les barres rocheuses sur un très bon sentier. Les 600 m de dénivelé et les 2h30 à 3h de balade garantissent un entretien musculaire de qualité pour les randonnées plus ambitieuses du printemps.

Depuis Bernin, direction Craponoz où vous laissez la voiture au bout de la route (D/A). Le chemin monte dans la forêt (1), longe une vire tranquille qui s'enfile dans un pli de la falaise pour venir fleurter avec la cascade qui dégringole du plateau (2). Puis il revient dans un espace plus ouvert, où les vues sur la vallée et la chaîne de Belledonne sont permanentes (3). Plusieurs lacets bien dessinés conduisent à une ouverture au sommet de la falaise. Vous voilà sur les Rochers du Luisset (4). Vous accédez ainsi au plateau des Petites Roches dominé par la Dent de Crolles. Le chemin devient campagnard, entre deux rangées d'arbres (5). Platitude bucolique après une ambiance disons plus verticale.

Un bon chocolat chaud au café de Saint-Pancrasse (s'il est ouvert !), un grand merci au facteur... avant de redescendre par le même chemin. Une petite variante pour allonger votre tournée passe par les Chaumeilles (6) avant de regagner la descente de la falaise (7), par l'itinéraire de montée. ★

Se faufler entre les barres rocheuses

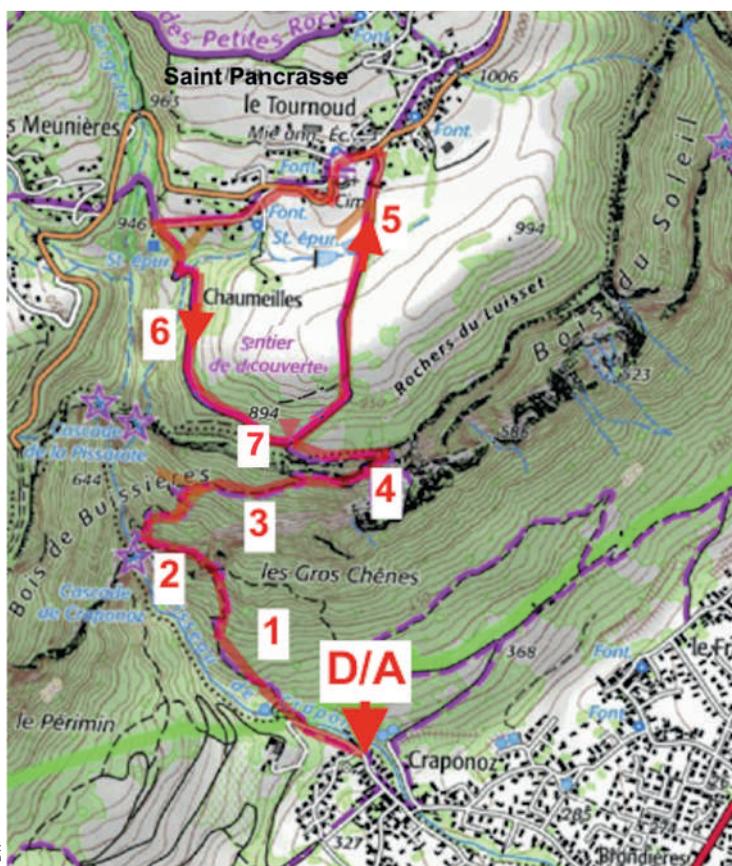
Des facteurs courageux

Les facteurs ruraux commencent à exister dans les années 1830 et leur nombre va croître rapidement de 5000 à plus de 23000 à la veille de la première guerre mondiale. Le courrier devait en effet arriver dans chaque village de la République à une époque où les routes n'existaient pas partout. De plus, jusqu'en 1890, le facteur rural était payé au kilomètre parcouru ! Déjà sportive en plaine, la tournée pouvait devenir audacieuse en régions montagneuses.

Par exemple, en Aveyron, dans les Corbières ou du côté de Girolata, en Corse, les sentiers des facteurs, qui desservaient les coins les plus reculés, sont devenus de beaux itinéraires de randonnée.

En Isère, un autre « chemin du facteur » est célèbre : il relie Bourg-d'Oisans à Villard Raymond, le plus haut village du département, et fait désormais partie du GR50 Tour du Dauphiné.

Pour savoir tout (ou presque) sur les facteurs ruraux avant 1914, un bel article en ligne des éditions La Découverte : <https://urlz.fr/kaWX>



A Craponoz, les pentes se redressent.



DR

Lola Lafon en 2022

Lire

LES COUPS DE CŒUR
DE RÉGINE HAUSERMANN

LOLA LAFON QUAND TU ÉCOUTERAS CETTE CHANSON

« Le 18 août 2021, j'ai passé la nuit au Musée Anne Frank, dans l'Annexe.

Je suis venue en éprouver l'espace car on ne peut éprouver le temps. On ne peut pas se représenter la lourdeur des heures, l'épaisseur des semaines. Comment imaginer vingt-cinq mois de vie cachés à huit dans ces pièces exigües ?

Alors, toute la nuit, j'irai d'une pièce à l'autre. J'irai de la chambre de ses parents à la salle de bains, du grenier à la petite salle commune, je compterai les pas dont Anne Frank disposait, si peu de pas.

Comment l'appeler ? Je dis Anne, mais cette fausse intimité me met mal à l'aise. Je ne peux pas dire Anne, quelque chose m'en empêche, qui, au cours de ma nuit, se matérialisera par l'impossibilité d'aller dans sa chambre. Alors je dis Anne Frank, comme on fait l'appel, comme on évoque l'ancienne élève brillante d'un collège fantomatique. Deux syllabes.

La nuit, je me la figurais semblable à un recueillement, à un silence. J'imaginai la nuit propice à accueillir l'absence d'Anne Frank, je me préparais à être au diapason du vide, à le recevoir.

Je me suis trompée. La nuit s'est habitée, éclairée de reflets ; au cœur de l'Annexe, une urgence se tenait tapie encore, à retrouver. »

« MA NUIT AU MUSÉE »

C'est ainsi que se termine le chapitre liminaire du récit entrepris par Lola Lafon en réponse à une commande de la collection « Ma nuit au musée » (Stock). Elle est la treizième à accepter de raconter son séjour nocturne, en solitaire, dans un musée de son choix, après Kamel Daoud, Lydie Salvayre, Enki Bilal, Zoé Valdès...

Le Parfum des fleurs la nuit de Leïla Slimani est la seule « nuit au musée » que nous ayons lue jusque-là. L'écrivaine reste enfermée une nuit d'avril 2019 à la Punta della Dogana, un musée d'art contemporain de

Venise, appartenant à la Fondation Pinault. Pas sa tasse de thé ! Mais ce qu'elle trouve dans cet enfermement consenti, c'est son père, injustement emprisonné à Rabat pour des malversations financières. Libéré et blanchi, son père ne s'en est jamais remis.

Cet enfermement la conduit aussi à la situation des jeunes filles dans un Maroc puritain où elle rêvait d'être la sauvage, la scandaleuse, celle qui ose défier les convenances. Cette nuit donne naissance à un récit libérateur, intime et émouvant.

DANS LA MAISON D'ANNE FRANK, À AMSTERDAM

Lola Lafon a choisi de passer la nuit dans la Maison d'Anne Frank, où l'adolescente se cache avec ses parents, sa sœur et quatre amis de la famille - juifs comme eux - pour échapper au génocide nazi. C'est ici que la jeune Anne reçoit en cadeau un journal pour ses treize ans, le 12 juin 1942. C'est ici qu'elle écrit sur sa vie quotidienne et sa vie rêvée, en s'adressant à sa chère Kitty, une amie fictive, jusqu'au 1er août 1944, quelques jours avant l'arrestation.

Anne Frank est morte du typhus au camp de Bergen-Belsen en mars 1945. Son père, Otto Frank est le seul survivant de la famille. A son retour, il retrouve le journal de sa fille Anne, caché par Miep Gies, une de ses fidèles collaboratrices. Après beaucoup d'hésitation, Otto Frank décide de réaliser le rêve d'Anne : devenir un jour écrivain. Le Journal d'Anne Frank est publié en néerlandais en 1947. Puis dans plus de soixante-dix langues.

RÉHABILITER L'AUTRICE ANNE FRANK

Lola Lafon s'est alors demandé

ce qu'elle allait pouvoir ajouter aux nombreux écrits sur Anne Frank. La piste lui a été suggérée par Laureen Nussbaum, amie d'enfance de Margot, la sœur aînée d'Anne. Pour elle, Anne est une véritable autrice dont le travail a été gommé, censuré, trahi.

Lola Lafon nous fait partager les résultats de son enquête sur les motivations des éditeurs, matrice en scène et réalisateur étatsuniens qui ont construit le mythe d'Anne Frank. Cette formidable jeune fille qui écrit un journal « *ni trop triste, ni trop juif* », qui écrit quelques jours avant d'être arrêtée : « *Je crois encore à la bonté innée des hommes* ». La colère de Lola Lafon est perceptible devant tant de malhonnêteté, de manipulation. A quelques lignes de la phrase abondamment citée, Anne Frank - quinze ans - écrit : « On ne me fera pas croire que la guerre n'est provoquée que par les grands hommes, les gouvernants et les capitalistes, oh non, les petites gens aiment la faire au moins autant, sinon les peuples se seraient révoltés depuis longtemps. »

« UNE URGENCE À RETROUVER »

« *Comme Otto Frank, mon grand-père a été victime de la « foi tragique » qu'il avait placée dans un pays d'accueil, persuadé que, s'il s'en donnait la peine, il y serait respecté, protégé.* » Le dernier tiers du récit est largement autobiographique. Pour la première fois, Lola Lafon parle d'elle, de ses origines. Elle évoque sa grand-mère Ida Goldman et ses ascendants, son anorexie entre treize et vingt ans, des victimes de la répression et du terrorisme, entre 1945 et aujourd'hui.



Petit Pays à la MC2



Valsez maintenant à la Rampe

Sortir

Reprise en main, Les Engagés, Les Frangins, Les Femmes du square : quatre films que nous avons vus en décembre, qui confirment que le cinéma français est bien vivant. Mais aussi Armageddon Time de James Gray et Aucun ours de Jafar Panahi, actuellement emprisonné en Iran. Intimes ou politiques, graves ou drôles, des films à voir en janvier.

R.H.

PETIT PAYS

HISTOIRE DE L'ENFANT À QUI ON A VOLÉ SES MOMENTS DE JOIE

Cette histoire, la sienne, Gaël Faye l'a écrite. L'histoire de Gabriel et de sa bande d'ados qui font les quatre cents coups entre l'école et leur QG, un combi Volkswagen. L'histoire de l'enfant forcé au départ vers la France par la guerre civile et le génocide des Tutsi rwandais de 1994. Son roman a remporté une dizaine de prix littéraires et a été traduit dans plus de trente

langues. Eric Barbier l'a adapté au cinéma en 2019. Frédéric Fisbach le met en scène avec une dizaine de comédien-nes et musicien-nes, noir-es, blanc-hes, français-es ou étranger-es. Petit pays, grands traumatismes, immense émotion.

Durée 1h45 - De 5 à 28 €

MC2-Grenoble

Les 11 et 12 janvier 20h

HARVEY

LAURENT PELLY MET EN SCÈNE JACQUES GAMBLIN ET LE LAPIN HARVEY. PÉTILLANT !

Tous les Anglo-saxons connaissent l'histoire d'Elwood et de son ami Harvey, le fameux lapin de deux mètres que personne ne voit ! Ses proches veulent le faire enfermer. Mais qui est le plus fou ? Mary Chase connut un grand succès à Broadway en 1944 avec ce drôle de conte à la fantaisie débordante. On imagine la mise en scène truculente de Laurent Pelly, bien connu des Grenoblois-es. On

se réjouit de retrouver Jacques Gamblin prêtant toute sa douceur fantasque au personnage d'Elwood.

Durée 1h40 - De 5 à 30 €

MC2-Grenoble

Les 4, 5 et 6 janvier 20h

UNE JEUNESSE EN ÉTÉ

PLAIDOYER POUR L'AUTOSTOP

Le metteur en scène Simon Roth explore un mode de transport détrôné par le covoiturage. Avec ses camarades de promotion du CNSAD, il suit le sillon documentaire d'Edgar Morin et Jean Rouch dans un nouveau tour de France. Entre vidéos et jeux des acteurs, le plateau retranscrit la richesse des entretiens du printemps 2021, où l'on parle autant politique, amours que chaussettes dépareillées. Un théâtre documentaire où la réalité dépasse la fiction et où l'intime relie au-delà des différences.

Durée 1h45 - De 5 à 28 €

MC2-Grenoble

Les 17,18 et 19 janvier 20h

INDIGÈNES SOUS LE DRAPEAU

ÉMOUVANTE PLONGÉE DANS L'ÉPOPÉE VICTORIEUSE DES SOLDATS ORIGINAIRES DES COLONIES, RACONTÉE EN DANSE ET EN MUSIQUE.

Ni didactiques, ni narratives, les scènes alternent entre réalisme et symbolisme, spiritualité et humanité. Une exploration de la dimension humaine de cet épisode oublié. La chorégraphe Florence Liprandi met en lumière les corps et les visages dans une scénographie volontairement sobre. Cie Break Theater. Dans le cadre des Escapades dansées.

Dès 10 ans - Durée 1h

L'Heure Bleue-Saint-Martin-D'Hères

Le 19 janvier 20h

OMBRES PORTÉES

À LA CROISÉE DES CHEMINS ENTRE CINÉMA, CIRQUE, DANSE ET THÉÂTRE

Raphaëlle Boitel nous convie au sein d'une famille rongée par les non-dits, leurs répercussions dans nos relations, et dans notre construction psychique. Comment discerner le vrai du faux ? Comment transcender la peur qui nous paralyse ? Inspirée par Festen, Raphaëlle Boitel mène une réflexion sur les destins qui basculent, la fragilité des équilibres et le poids du secret. Un cirque poétique et visuel à la découverte de nos parts d'ombre et du courage enfoui en chacun de nous. Bouleversant.

Dès 10 ans - Durée 1h10 - De 8 à 22 €

La Rampe-Echirolles

Le 24 janvier 20h

VALSEZ MAINTENANT

DE BRAHMS À CHOPIN EN PASSANT PAR CHOSTAKOVITCH ET DES ŒUVRES CONTEMPORAINES, LAISSEZ-VOUS PORTER PAR L'ESPRIT DE LA VALSE !

La pièce maîtresse de ce programme est le recueil des Liebeslieder-Walzer opus 52 de Brahms habités par l'esprit de la valse viennoise et de la musique populaire. Pour accompagner les seize interprètes du chœur Spirito, Nicole Corti invite deux jeunes pianistes : Guillaume Coppola, qui se produit depuis plusieurs années dans les plus grands festivals de piano en France et à l'étranger, et Thomas Enhco, pianiste jazz de formation classique. Un programme magistral et inventif.

Durée 1h35 - De 9 à 31 €

La Rampe-Echirolles

Le 27 janvier 20h

Les crèches, un « marronnier » de Noël

Marie-Christine VERGIAT
Députée européenne honoraire GUE/NGL

Les crèches dans les mairies sont devenues un marronnier journalistique de Noël(1). Il s'agit pourtant d'une remise en cause des lois de la République.

Certains élus ont tendance depuis quelques années à instrumentaliser certains principes fondamentaux de la République.

Il en est ainsi pour le concept de laïcité. Cela a pris de l'ampleur à partir de 2004 quand Nicolas Sarkozy a réussi à diviser le camp des progressistes avec l'interdiction du port du voile à l'école au nom de l'intérêt des enfants, puis en 2009 avec l'interdiction du voile dans la rue, cette fois au nom des droits des femmes. Il s'agissait de faire respecter la neutralité religieuse (oubliant que celle-ci s'applique aux agents publics et non aux usagers des services publics) et lutter contre le « prosélytisme » religieux (mais de fait musulman comme s'il n'y en avait pas d'autres (2)).

DEPUIS LES ÉLECTIONS RÉGIONALES et les municipales de 2014, un nouveau combat a été lancé par les « tradi de la crèche » (3) qui veulent à tout prix en installer dans les hôtels de ville.

Depuis des associations laïques comme la Libre pensée et la LDH ont saisi les tribunaux administratifs (TA) pour faire respecter non seulement la loi de 1905 mais l'article 1er de la Constitution (4), autrement dit la laïcité qui doit être la même vis-à-vis de toutes les religions.

Ce fut le cas entre autres avec la région Rhône-Alpes et les mairies de Beaucaire, d'Hénin-Beaumont et de Melun pour 2014 et celles de Perpignan, Béziers... A l'exception de la Vendée au nom d'une tradition remontant à 1984 (!!!), les TA, comme le Conseil d'Etat en 2016, ont



La religion n'a pas sa place dans un bâtiment public. Pas plus une qu'une autre.

donné raison aux associations laïques sur la base de l'article 28 de la loi de 1905 qui interdit les signes religieux dans les établissements publics. Une exception : « des circonstances particulières [qui] montrent que cette installation présente un caractère culturel, artistique ou festif ». Cela a permis à Laurent Wauquiez de créer un événement culturel en installant... huit crèches dont une géante, prétextant alors une exposition de santons.

**La laïcité
n'est pas
à géométrie
variable**

Cette année, les réactions sont particulièrement violentes et la LDH, autrice des récentes saisines, fait l'objet d'une campagne l'accusant de bafouer les valeurs chrétiennes de la France. Et quelques sénateurs, proches de Bruno Retailleau

n'ont rien de trouver mieux à faire que de déposer une proposition de loi « visant à préserver les traditions mémorielles de la nation française » pour « permettre la présence temporaire de crèches et arbres de Noël, de santons, de galettes des rois et d'œufs de Pâques ».

CETTE CONCEPTION à géométrie variable de la laïcité va sans doute prospérer et les associations laïques continueront de se battre pour que les élus montrent l'exemple en respectant les lois de la République, la neutralité des établissements publics et la liberté de croire ou de ne pas croire.

Et pour clore ces lignes, je vous souhaite à toutes et tous une très bonne année 2023. ★

1 Comme le dit si bien le journal Le Monde : <https://urlz.fr/kdV9>

2 La multiplication des « églises évangéliques pour la plupart créationnistes ne semblent pas poser problèmes.

3 <https://urlz.fr/kdVf>

4 Article 1er de la Constitution : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale »

Figure la Résistance, **Denise Meunier nous a quittés**

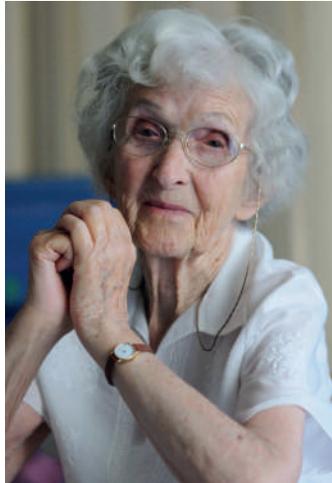
ELLE AURAIT EU 105 ANS DANS QUELQUES SEMAINES ! DENISE MEUNIER EST DÉCÉDÉE LE 17 DÉCEMBRE DERNIER.

Elle était née le 6 janvier 1918 à Paris (1er) dans le quartier des halles. Des études à Rouen où elle obtint son brevet supérieur et son premier poste institutrice. Elle entre dans la résistance début 1941. Nommée à Dieppe, des camarades FTP lui proposent de reprendre des activités tout en restant institutrice et agent de liaison. Elle fait la liaison avec l'état-major FTP à Rouen, dans une semi illégalité car toujours institutrice. Elle est également chargée de faire la tournée des secrétaires de mairie pour récolter des tickets de ravitaillement pour les réfractaires du STO et les résistants. Elle est arrêtée en décembre 43, libérée en avril 44 et passe dans la clandestinité où elle rejoint l'état-major du PCF sous le pseudo de Françoise Vaillant.

De 45 à 48, elle est rédactrice du journal communiste l'Avenir normand. Elle reprend ensuite l'enseignement en même temps que ses activités syndicales et politiques.

En 1962, elle accompagne son mari muté à Grenoble où elle enseigne, puis à Saint-Martin-d'Hères jusqu'en 1974 où elle prend sa retraite.

Elle devient présidente départementale



Denise Meunier, en juillet 2010.

de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance. Elle n'aura de cesse de raconter, expliquer, témoigner. Médaillée de la Résistance, elle reçoit les insignes de chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur le 24 mai 2014.

Le Travailleur alpin présente ses condoléances attristées à Catherine et Jean-Marc, à ses petits-enfants et arrière petits-enfants. Ses cendres ont été dispersées dans le port de Dieppe, principal lieu de ses faits de résistance.

Roussillon. **L'UL CGT au contact**

C'est devant les locaux de Pôle emploi de Roussillon que l'initiative de l'union locale CGT de Roussillon Beaurepaire baptisée « le café des sacrifiés de la macronie » a débuté ce jeudi 15 décembre dès 8h30.

L'UL a décidé d'aller régulièrement à la rencontre de tous les sacrifiés, sur tous les thèmes, et ce ne sont pas les catégories qui manquent tant la souffrance est grande dans le pays.

Macron et son gouvernement appliquent des mesures injustes, discriminatoires et néfastes pour l'ensemble du monde du travail, des retraités, des chômeurs, des étu-



dants...

Offrir un café, une viennoiserie permet de rentrer en contact avec ces personnes qui au nom du profit subissent le dogme du capitalisme.

Le 20 janvier, débat sur l'actualité du projet communiste

Dans le contexte des débats préparatoires au congrès national du PCF, cette soirée débat aura lieu le **20 janvier à 18h30 au Bar Radis, à Grenoble,** 15 rue Gustave Flaubert

INVITÉ : Guillaume Roubaud-Quashie, directeur de la revue Cause Commune et membre de la direction nationale du PCF

DIALOGUE AVEC : Eric Bevilard, militant rationnaliste et membre du ShiftProject ; Chantal Sala, militante CGT Santé, ancienne responsable syndicale du CHU de Grenoble ; Philippe Genin, militant de l'Education populaire, ancien directeur de la MJC Nelson Mandela de Fontaine.

Suivi d'un apéritif convivial

Accès : Tram A, arrêt «MC2 - Maison de la Culture»

VOEUX DU PCF 38

La cérémonie de vœux pour la nouvelle année aura lieu **le 28 janvier à 11 heures à la fédération du PCF,** 20 rue Emile Gueymard à Grenoble

TRANSPORTS, LES HAUSSES DE L'AIRE GRENOBLOISE

Le 15 décembre, le Syndicat mixte des mobilités de l'aire grenobloise (le SMMAG, qui a succédé au SMTIC) a adopté les nouveaux tarifs de sa grille. Dans un communiqué la fédération du PCF constate que l'augmentation des abonnements répercute « sur les usagers les conséquences de la crise énergétique et de l'investissement insuffisant de l'Etat dans le développement des infrastructures » tout en saluant la stabilité des premiers tarifs sociaux ainsi que de premiers pas vers la gratuité pour les enfants de moins de dix ans.

Le PCF se prononce pour la gratuité le week-end dans un premier temps à l'image de ce que souhaite la convention citoyenne réunie par la métropole. Il salue l'engagement du collectif pour la gratuité des transports qui ne cesse de mettre cette revendication sur la table et qui est l'origine de ces avancées dans un contexte où le conseil d'administration du SMMAG penche désormais majoritairement à droite.

Dans le contexte de la mise en œuvre des ZFE imposées par l'Etat, les communistes appellent « à amplifier la mobilisation vis-à-vis de l'Etat et de la Région, notamment en faveur du financement du RER métropolitain ».

La théorie de l'appel d'air repose sur des fantasmes et des théories du complot. Il existe notamment le mythe de la « communication instantanée » entre les immigrés de seconde génération et les migrants.

La théorie de l'appel d'air est une théorie très répandue dans les milieux d'extrême droite. Celle-ci consiste à dire que lorsque l'on octroie des aides sociales et des droits à des immigrés, cela va entraîner de façon automatique un afflux spectaculaire d'immigrés supplémentaire.

On pourrait retourner cette doctrine et dire que les ressources de certains pays constituent un véritable appel d'air pour les capitalistes. Pour ne citer que lui, Bolloré a bâti sa richesse sur le pillage des ressources et des infrastructures africaines. Au Soudan, pays pétrolier ravagé par des années de conflit, ses filiales réalisent simultanément des profits dans les domaines de la logistique pétrolière et humanitaire.

On a tendance à considérer que ce pseudo-concept proviendrait de l'extrême droite puis diffuserait dans d'autres courants tels que la droite dure puis la social-démocratie. Gérard Collomb lui-même (ancien PS), accusait les migrants de faire du benchmarking parmi les aides des différents pays.

« De l'île voisine des Comores, vous venez à Mayotte et vous obtenez quasi automatiquement, le droit du sol est un **appel d'air** considérable »

JORDAN BARDELLA

PRÉSIDENT DU RASSEMBLEMENT NATIONAL,
invité à la matinale d'Europe1,
le 28 novembre 2022 .

En réalité, cette doctrine trouve son origine au sein du libéralisme à partir du concept économique de « l'effet d'aubaine » qui décrit l'avantage que recherche un agent économique sur un marché donné. Cette théorie indûment transposée aux domaines des migrations donne le schéma suivant : « Les migrants sont des agents économiques strictement rationnels analysant le marché des aides sociales afin de trouver les meilleures opportunités. » Cette doctrine libérale infuse dans différentes mouvances politiques.

Cette théorie est largement réfutée par une approche transdisciplinaire des sciences sociales telles que la géographie, l'anthropologie... Elles nous précisent entre autres que les systèmes des aides des différents pays sont tellement complexes qu'il est difficile de les comparer ; que les migrations ne reposent pas sur des choix mais sur la contrainte de devoir quitter des zones de conflits ou dégradées par le réchauffement climatique ; que les migrants se rendent avant tout dans les pays dont ils comprennent la langue et où se trouvent déjà des membres de leur famille.

Chaque mois le Travailleur alpin décrypte un « **élément de langage** » ou une « stratégie d'image » masquant une déformation de la réalité, un embellissement, une orientation... Bref une possible tentative de manipulation. Un mot vous paraît intoxicant ? Envoyez-nous le à redaction@travailleur-alpin.fr



MOTS À RETROUVER :

- TRAIN
- LIGNE
- FERMETURE
- COLLECTIF
- DESSERT
- USAGER
- CHEMINOT
- MOBILISATION
- TRAVAUX
- VOIE
- METROPOLE
- CONDUCTEUR
- CONTROLEUR
- FINANCEMENT
- PASSAGER
- CONCURRENCE
- MONOPOLE

M T Q F N Ç P H R Y Ç Y I C Y K X Ç C C
 Z R X R X J G W A J B T R A I N U Ç O H
 G H E W W T B H I A S U C W U Z A K E F
 T E B G F I N A N C E M E N T Z V J G A
 L D D W A E B R U L X N Y A M D A Y H N
 J G Ç P J S Ç W O Ç G E O O H M R P U D
 K L M M W F S R Q W G E J U D C T K H A
 S H O M S Q T A G Q U P I G P C E J F U
 C Ç N B F N H T P G B X H O G G Ç U P J
 H O O I O F Y C C R V Y G N V V J N E D
 Z V P C N O I T A S I L I B O M E C J E
 L T O G E S E R U E T C U D N O C H E S
 G P L I G N E S F C D N A Z Ç P Ç E Ç S
 Z I E G E I B I L D R I V D V F S M O E
 A C T U S A G E R S M M Z M C Z V I W R
 I U Y W G N D F U G T N V R T K W N H T
 V Z M N L H U E L O P O R T E M I O Ç E
 V I F E R M E T U R E T E Y Y P W T D V
 A E K C C O L L E C T I F K Q E M I T I
 K H S O M X P X A C O N C U R R E N C E

NOUS TROUVER EN KIOSQUE :

- **LES ECUREUILS TABAC-PRESSE** - 17, rue Gabriel Didier 38130 Échirolles
- **TABAC PRESSE LOYTIER BRUNO** - 9 place Verdun, 38320 Eybens
- **TABAC-PRESSE LE TOTEM** - 113 av Aristide Briand, 38600 Fontaine
- **LE CIGARILLO** - 54 avenue Félix Viallet 38000 Grenoble
- **FÉDÉRATION DE LISÈRE DU PCF** - 20, rue Émile Gueymard 38000 Grenoble
- **BAR RESTAURANT LE SQUARE** - place docteur Martin, 38000 Grenoble
- **TABAC PRESSE LE JAURÈS** - 63 Grande Rue, 38160 Saint-Marcellin

Abonnement annuel

- Vos coordonnées

Nom Prénom (*) :

Adresse (*) :

Code postal (*) : Ville (*) :

Courriel - nécessaire pour recevoir le code d'accès au site(*) :

- Montant (*) :

Formule soutien 50,00 euros pour un an Formule classique 30,00 euros pour un an

Veuillez compléter les champs obligatoires (*) du formulaire, joindre un chèque du montant de la formule choisie à l'ordre du Travailleur alpin et adresser l'ensemble au Travailleur alpin, 20 rue Emile Gueymard - BP 1503, 38025, Grenoble Cedex.

Le (*) :

A (*) :

Signature (*) :



Saisonniers

des salariés à part entière
et non entièrement à part



Le 17 octobre 1961,
alors qu'ils manifestaient pacifiquement
pour le droit à l'indépendance de leur pays
et la fin d'un couvre-feu discriminatoire,
de très nombreux Algériens et Algériennes
furent massacrés à Paris
et jetés dans la Seine.
Chaque 17 octobre, des Grenoblois
se rassemblent en ces lieux
pour honorer leur mémoire.

